



Berlin Eco

NUMERO 4

© DG Trésor

18 février 2020

ACTUALITE ECONOMIQUE

ENVIRONNEMENT MACROECONOMIQUE

La **Commission européenne** a actualisé ses [perspectives économiques](#) et table à présent sur une croissance du PIB allemand de **1,1 % pour 2020 (+0,1 point)**. Le marché du travail solide et la consommation des ménages robuste accompagneraient une reprise modeste des exportations. Les investissements en équipement resteraient faibles, reflétant les difficultés du secteur manufacturier, tandis que le boom dans le secteur de la construction se maintiendrait. **En 2021, la croissance devrait « se consolider à 1,1 % ou plus ».**

Le PIB allemand a stagné au 4^{ème} trimestre 2019, selon [Destatis](#). La chute des investissements en équipement n'aurait été que partiellement rattrapée par la hausse des investissements dans la construction. Les exportations auraient reculé, tandis que les importations auraient continué à croître. Destatis revoit en outre son estimation de croissance pour le 3^{ème} trimestre à la hausse : +0,2 %, soit 0,1 point de plus qu'annoncé auparavant. Le taux de croissance annuel resterait inchangé à +0,6 % (cf. Berlin Eco n°2 2020). Sur l'ensemble de l'année 2019, **les exportations auraient crû de 0,8 % et les importations de 1,4 % en 2019**. L'excédent commercial s'établirait à 266,2 Md€, après 246 Md€ en 2018.

Toujours d'après Destatis, **la production** (secteurs minier, énergétique, manufacturier et de la construction) **a chuté de 3,5 % en décembre 2019** par rapport au mois précédent et de 6,8 % en comparaison annuelle, tandis que **le nombre de nouvelles commandes dans le secteur manufacturier a baissé de 2,1 %** (-8,7 % en comparaison annuelle).

L'épidémie actuelle de Coronavirus pourrait coûter 0,06 point de croissance à l'Allemagne en 2020, selon des [estimations](#) de l'institut munichois *ifo*. Ce dernier se base sur un scénario d'un ralentissement de 1 point de la croissance chinoise. La baisse de la production industrielle chinoise pourrait significativement affecter l'économie allemande qui importe 9,4 % de ses biens intermédiaires de Chine.

Toujours selon l'*ifo*, **l'excédent de la balance courante de l'Allemagne a atteint 262 Md€ en 2019, soit 7,6 % de PIB** (après 7,3 % en 2018), et reste le plus élevé au niveau mondial après trois années successives de baisse. Les importants revenus primaires (37 % de l'excédent) et le ralentissement des importations représenteraient les facteurs majeurs de la nouvelle hausse de l'excédent courant.

POLITIQUES SOCIALES

Selon [Destatis](#), l'indice des salaires réels a progressé de 1,2 % en 2019 (après 1,3% en 2018).

Selon les estimations de l'institut de recherche [DIW](#), le secteur des bas salaires concernait 21,7 % des salariés en 2018, contre 23,7 % en 2015. Les inégalités salariales baissent depuis 2013 soutenues depuis



2015 par l'introduction du **salaire minimum** et les revalorisations successives. Néanmoins, le contournement du salaire minimum reste massif : jusqu'à 3,8 millions de salariés seraient concernés.

Le conseil des ministres a adopté le 12 février 2020 le projet de [loi](#) transposant la révision de la directive européenne sur les conditions de **détachement** qui entrera en vigueur au 30 juillet 2020. Selon le principe "même rémunération pour un même travail dans un même lieu", les personnes détachées percevront les salaires (et les différentes primes) prévus aux conventions collectives ayant fait l'objet d'une extension à l'ensemble de la branche (l'intégralité de la grille salariale s'appliquera et non plus seulement les salaires minima en vigueur).

[L'accord](#) de coalition conclu le 30 janvier 2020 prévoit un dispositif de **chômage partiel** plus généreux suite aux difficultés de l'industrie automobile (cf. BE n°2/2020) : lorsque l'entreprise proposera une formation continue au salarié concerné, la durée du chômage partiel pourra être étendue à 24 mois avec une prise en charge de la moitié des cotisations sociales par les pouvoirs publics ainsi que de plus fortes subventions à la formation continue.

Selon une étude de l'institut [IAB](#), près de la moitié des **réfugiés** (49 %) accueillis en Allemagne depuis 2013 était en emploi en 2018. Le processus d'intégration sur le marché du travail est bien plus rapide que par le passé.

Le [Bundestag](#) a voté le 13 février 2020 la « loi pour une concurrence plus juste » entre les caisses d'**assurance maladie** qui réforme le système de péréquation financière entre les caisses et créé une commission de contrôle pour la sécurité d'approvisionnement en médicaments.

ACTUALITE FINANCIERE

MARCHES FINANCIERS

Allianz négocie actuellement avec Deutsche Börse le droit de ne plus publier, à partir de 2021, de rapport trimestriel (T1 et T3), exigence propre à la bourse allemande. En raison des variations saisonnières, ces publications seraient peu pertinentes et l'assureur préférerait concentrer ses efforts sur le passage aux nouvelles règles comptables IFRS 17 (applicables en 2023).

Le conseil de surveillance de **Deutsche Börse** a prolongé de quatre ans (jusqu'à fin 2024) le contrat de l'actuel PDG, [Theodor Weimer](#). Depuis l'entrée en fonction de ce dernier (01/01/2018), la valeur de l'action a progressé de presque 60 %.

REGULATION FINANCIERE

En raison du nombre croissant de **caisses de pension** (*Pensionskassen*) en difficulté du fait de la faiblesse des taux d'intérêt, le gouvernement a proposé un [projet de loi](#) rendant obligatoire leur adhésion à l'association de garantie des pensions (*PSV*). Les caisses de pension, au contraire des quatre autres types de retraite complémentaire, sont jusqu'à présent uniquement supervisées par la *BaFin*.

BANQUES ET ASSURANCES

Commerzbank affiche un résultat annuel avant impôts de 1,1 Md€ (contre 1,2 Md€ en 2018) et un résultat net de 644 M€ (contre 862 M€). Son chiffre d'affaires, en raison notamment de l'acquisition de 473 000 nouveaux clients, a progressé et ses charges, hors coûts de restructuration, ont légèrement baissé mais ses provisions pour risques de crédit ont augmenté. La progression du *core tier 1* de 12,9 % à 13,4 % a fait remonter le cours de l'action et pourrait remettre en question la vente de la filiale polonaise MBank (cf. BE 18/2019). La banque distribuera un dividende de 0,15€/action. Elle n'exclut pas de nouvelles suppressions d'emplois.



L'action **Deutsche Bank** a rebondi de plus de 20% depuis le début du mois avec l'entrée à hauteur de 3,1% du fonds américain Capital Group au capital de la banque, interprétée comme un signe de confiance dans sa stratégie, et le succès de l'émission de 1,25 Md\$ de [dette subordonnée](#) (AT1 ; coupon de 6 %). Six grands actionnaires étrangers se partagent désormais 20 % du capital de Deutsche Bank.

ING Deutschland, filiale du groupe néerlandais ING Groep, affiche un résultat annuel en très légère hausse par rapport à 2018 (1,3 Md€ avant impôts et 0,9 Md€ après impôts, Autriche comprise). La banque introduit des frais de tenue de compte qui ne devraient cependant concerner qu'un quart des 2,8 M détenteurs d'un compte courant.

Les banques mutualistes **Sparda** de Berlin et d'Hanovre ont entamé des négociations en vue d'une fusion. Elles auraient à elles deux une taille de bilan de 12 Md€.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Etienne Oudot de Dainville
Service Économique de Berlin
Ambassade de France en Allemagne

Adresse :
Pariser Platz 5
10117 Berlin
Twitter: @FRTresor_Berlin

Rédigé par : Bruno Fluhrer, Anita Gandon, Lucie Petit et Laurence Rambert
Revu par : Catherine Rozan

Version du 18 février 2020